



l'Antidote **Anticapitaliste**

lanticapitaliste.org | npa-auto-critique.org



Bulletin automobile du **NPA Sarthe** | 6 septembre 2022

nouveaupartianticapitaliste.org

CONTRE LA VIE CHÈRE, POUR NOS SALAIRES, NOS PENSIONS ET NOS ALLOCATIONS CONSTRUIRE LES MOBILISATIONS

L'été a donc été marqué par une poursuite de l'inflation, avec en perspective une accélération de l'augmentation des prix de l'énergie, entre autres le gaz et l'électricité (dont les tarifs exploseront l'an prochain) et une flambée des prix qui a maintenant gagné tous les produits.

Et le gouverneur de la Banque de France trouve le culot de faire la morale à celles et ceux qui revendiquent en affirmant que « tout le monde serait perdant en cas de hausses de salaire » ! Comme si les salaires étaient responsables de l'inflation.

LES PRIX AUGMENTENT, LES PROFITS AUSSI !

Grâce à ces hausses des prix, le patronat bat des records de profits. Stellantis (résultat de la fusion de PSA et de Fiat-Chrysler) annonce ainsi des bénéfices pour le premier semestre 2022 en hausse de 34 % par rapport à 2021, alors que ses ventes ont reculé. Profitant à plein de la hausse des cours du pétrole et du gaz, TotalEnergies a augmenté ses bénéfices de plus de 300 % en glissement annuel au cours des 6 premiers mois de 2022. Au premier semestre 2022, les entreprises du CAC 40 cumulaient déjà près de 73 milliards de bénéfices.

Preuve que la « fin de l'abondance et de l'insouciance » ciblée par Macron n'est pas pour tout le monde.

LES MESURETTES DU GOUVERNEMENT

Parce qu'il s'inquiète d'une possible explosion sociale face à la vie chère, le gouvernement a annoncé une série de mesurette. En espérant surtout qu'elles désamorceront les grèves, encore isolées mais nombreuses.

Le gouvernement voudrait nous calmer avec un chèque énergie, un prétendu bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité, une subvention de 18, puis de 30 centimes sur les carburants. Il ajoute un chèque alimentaire de 100 euros par ménage et 50 euros par enfant pour les bénéficiaires de minima sociaux. Des mesures qui ne règlent rien et qui ne coûtent pas un centime à un patronat qui se goinfré de façon indécente en suçant les richesses produites par notre travail.

UN GOUVERNEMENT INCAPABLE DE RÉPONDRE AUX ENJEUX

Durant l'été, l'augmentation du coût de la vie s'est en plus doublée d'une multiplication des événements climatiques extrêmes (sécheresse, canicules, incendies, violents orages), qui a démontré non seulement la question de l'urgence climatique, mais aussi à quel point l'abandon des services publics (Office national des forêts, Météo France, Services d'incendie et de secours...) avait réduit notre capacité à faire face, collectivement, aux crises qui s'accroissent.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

Alors oui, les raisons de la colère sont bien là, surtout quand dans le même temps, le gouvernement témoigne de son « deux poids deux mesures » : on nous répète qu'il va falloir faire des sacrifices, baisser le chauffage cet hiver, travailler plus longtemps, accepter d'être mal payés, quand dans le même temps, il refuse de taxer les profits exorbitants des plus grandes entreprises ou de s'en prendre au train de vie des plus riches, grands amateurs de jets privés.



UN PLAN DE BATAILLE POUR STOPPER MACRON

Il nous faut des hausses des salaires, des pensions et des allocations pour une vie digne, et c'est à nous tous, le monde du travail, de les imposer. Les cheminots anglais ont montré l'exemple cet été en se mettant massivement en grève, encourageant d'autres secteurs à les rejoindre (dockers, postiers, éboueurs et d'autres). Et ces luttes se poursuivent en septembre.

En France, plusieurs directions syndicales (CGT, Solidaires, FSU, UNEF...) appellent à une journée de grèves et de mobilisations interprofessionnelle le 29 septembre. Cette journée doit être la plus massive possible, mais elle ne suffira pas. C'est de ça aussi qu'il faut discuter entre nous, avant le 29, pour nous donner les moyens d'aller plus loin : quel plan de bataille pour un mouvement d'ensemble, une grève générale qui balayera tout sur son passage !

 www.npa-auto-critique.org

BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur.
Et maintenant sur Facebook...



Si notre bulletin t'intéresse, contact-nous :
contact@npa-sarthe.org, tu peux aussi nous suivre sur
Facebook → @npasarthe, Twitter et Instagram → @npa_72

INTERNATIONAL

VAGUES DE GRÈVES AU ROYAUME UNI SUR LES SALAIRES

Sur fond d'inflation à plus de 10% des grèves massives ont eu lieu cet été. Cela avait débuté au printemps par une grève de 30 jours dans l'entreprise qui gère les bus à Leeds, 11% d'augmentation obtenu.

Cet été les dockers s'y sont mis, Amazon, le métro... Succès de la grève du courrier chez royal mail, avec piquets de grève, grève à post office, british Télécom... Des professions qui n'avaient jamais fait grève, comme les infirmières, ont aussi appelé à un mouvement de grève.

Des salariés refusent même de payer leurs factures d'énergie et les dirigeants du parti travailliste sanctionnent ceux des leurs qui soutiennent les grévistes sans parler des conservateurs qui veulent encore plus taper sur le droit de grève.

Des consultations sont en cours pour des grèves du service public à l'automne. Suivons leur exemple !

LA PATRIE DES DROITS DE L'HOMME ?

En Espagne, une loi adoptée cet été pourrait permettre de régulariser des milliers de travailleurs sans papiers. L'Allemagne s'apprête elle aussi à régulariser des dizaines de milliers de personnes auxquelles elle avait jusqu'alors refusé le statut de réfugié. Tout cela non par humanisme, mais en raison de la pénurie de main-d'œuvre.

Mais en France, depuis des décennies, tous les gouvernements, de gauche comme de droite, harcèlent et pourchassent les réfugié(e)s, de la frontière italienne jusqu'à Calais, même au prix de centaines de noyé(e)s dans la méditerranée.

Peu leur importe à ces défenseurs des « Droits de l'Homme », même pas tous fachos, mais avant tout défenseurs des profits de riches, à ne laisser circuler que leurs capitaux. Liberté de circulation et d'installation pour tou(te)s !

CAPITALISME VERT

ÉTÉ 2022 LA MAISON BRÛLE !

Ici, canicule, sécheresse, incendies ; au Pakistan 50 degrés en juin, inondation maintenant, 1 tiers du Pakistan est sous les eaux. Partout les effets du réchauffement climatique se font sentir. Dans l'Hexagone 50 599 hectares de forêts, de végétation, de cultures, d'animaux ont brûlé.

Les incendiaires, il faut les chercher à l'Elysée, à Matignon. Qui a organisé la pénurie des moyens des sapeurs-pompiers ? Depuis la départementalisation de 1996, il y a moins de volontaires, le nombre de SDIS est passé de 7000 à 6300. Qui a laissé faire la fragilisation des forêts en France ? A 75 % elles sont privées, morcelées.

Qui s'obstine à ne rien changer du modèle agricole productiviste ? Qui refuse d'avancer vers les transports collectifs gratuits, de donner la priorité au ferroviaire, à la place des camions ? Qui continue à détourner les yeux sur la prolifération de véhicules lourds, SUV et autre 4 x4 ?

Qui refuse de s'en prendre à Total, qui persiste dans la poursuite des exploitations des combustibles fossiles ? Reprenons la rue, renversons la table.

FRANCE

ASSURANCE-CHÔMAGE, ATTAQUE CONTRE TOUS LES TRAVAILLEURS

Macron et son gouvernement comptent mettre en place une nouvelle réforme de l'assurance-chômage courant octobre. Au programme, une baisse des durées et des montants d'indemnisation lorsqu'il y a des offres d'emploi non pourvues.

La logique est claire : nous forcer à accepter des boulots qui associent salaires de misère et conditions de travail pourries ! Avec

en toile de fond, une propagande mensongère qui voudrait nous faire croire qu'être chômeur aujourd'hui, c'est la belle vie.

Travailleurs avec ou sans emploi, nos intérêts sont les mêmes : nous battre tous ensemble pour obtenir des emplois pour tous, mieux payés et où on ne se ruine pas la santé.

RENTÉE SCOLAIRE, DES PROFS AU RABAIS

Pour la rentrée, l'Éducation nationale recherche des professeurs. Avec cinq ans d'études supérieures pour un salaire de 1 451 euros par mois la première année, les candidats ne se bousculent pas.

Le ministère va devoir embaucher des milliers de contractuels. Déjà près de 10 % des profs du secondaire (collèges et lycées) sont dans cette situation : sans garantie d'être embauchés d'une année sur l'autre, ni même d'être payés pour les périodes de vacances, formés en quatre jours au mieux, sans savoir à l'avance à quelle classe on va enseigner.

Et on ne parle pas de leur formation ... En tant que parents, on ira se plaindre du niveau dégradé de l'école publique ... remuons-nous, aux côtés des enseignan(te)s.

RENTÉE DES CLASSES



AUTOMOBILE

DÉMEMBREMENT DE RENAULT

C'est parti à l'accélération, mais les nouvelles n'arrivent pas par la direction, mais par la grande presse. Le projet est bien de séparer le groupe en deux entités : moteurs thermiques et activités électriques.

Ainsi il y aura de nouveaux actionnaires en perspective, dont le constructeur automobile chinois geely et un groupe pétrolier Aramco, pollueur féodal, lié à l'Arabie saoudite, au capital boursier de 2200 milliards d'€ (à comparer à la capitalisation de moins de 9 milliards d'euros de Renault) tout cela avec Macron à la manœuvre.

Il y en assez du secret des affaires, il nous faudra imposer l'abolition du secret bancaire et démonter ce gigantesque Monopoly capitaliste qui ruine la planète, sème la guerre et la misère. Et si on ne veut pas tous passer à la trappe, il va falloir se préparer à nous battre, comme ça a commencé, au Mans, avant les congés avec nos camarades intérimaires.

SARTHE

UNE OCCUPATION POUR DÉFENDRE LE DROIT AU LOGEMENT

À chaque rentrée, l'éducation nationale demande aux élèves leurs adresses. À chaque rentrée, on (re)découvre que certain-e-s n'ont pas de logement. Rien qu'au Mans, ce sont 12 familles, souvent avec plusieurs enfants de 3 à 15 ans, qui étaient à la rue cet été.

Face à cette situation honteuse, des professeurs, des parents d'élèves et des associations ont alerté. Mais comme toujours, les pouvoirs publics se renvoyaient la responsabilité pour mieux ne rien faire.

Un collectif a donc saisi l'appel de l'association Droit Au Logement pour se lancer dans l'occupation de la salle Barbara. Pendant que les marchands de sommeil s'inquiètent de la hausse des taux d'intérêt, cette action témoigne d'une solidarité qui est à la base de nos combats. Il s'agit de refuser de rester chez soi pendant que d'autres n'ont pas de chez eux ; de peser pour leur trouver une solution d'hébergement digne ; et d'éprouver un moment de lutte trop rare dans la situation politique actuelle.